

## Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

**L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

### **Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

#### **Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

## **Crèche Liselotte - Contrat de délégation de service public entre la Ville de Montpellier et la Mutualité Française Grand Sud - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La crèche « Liselotte » est située au 240, rue Claude Lévi-Strauss à Montpellier, sur le lot 10 de la ZAC Rive Gauche du quartier Port Marianne. Elle offre une capacité de 72 places d'accueil collectif pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire. Afin de répondre aux attentes de publics spécifiques rencontrant des difficultés pour trouver un mode d'accueil adapté à leurs contraintes horaires et notamment les familles monoparentales, la Ville a souhaité que cet établissement bénéficie d'une ouverture basée sur amplitude horaire élargie de 6h à 21h30.

Après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 6 juillet 2021 et l'avis du comité technique le 16 juillet 2021, le Conseil municipal a décidé de déléguer la gestion et l'exploitation de la crèche Liselotte via une délégation de service public pour une durée de 5 ans par délibération du 26 juillet 2021.

Le cadre juridique retenu est celui de la concession de service, sous forme de délégation de service public, régie par les dispositions de la troisième partie du code de la commande publique ainsi que par les articles L.1410-1 à L.1410-3, L.1411-1 à 1411-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et R.1411-1 à R.1411-8 du CGCT.

La Ville a envoyé à la publication, le 12 mai 2022, un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) ;
- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ;
- Revue spécialisée (Gazette des communes) ;
- Profil acheteur de la Ville.

Il s'agit d'une procédure de passation de type « ouverte ». Les candidats avaient jusqu'au 20 juillet 2022 12h00 pour déposer leur candidature et leur(s) offre(s) simultanément. Les candidatures ont été ouvertes le 20 juillet 2022 et ont été renvoyées à l'analyse.

Six opérateurs économiques ont répondu à cet appel à la concurrence avant la date et l'heure limite de dépôt des candidatures. Sur la base des critères de sélection des candidatures, la Commission de Délégation de Service Public (CDSP), réunie le 20 septembre 2022, a considéré que les six candidats suivants étaient admis à présenter une offre :

- Bonjours – Groupe Présence 30 – AMPAF ;
- La Mutualité Française Grand Sud ;
- Léo & Léa ;
- Léo Lagrange Centre Est ;
- La Maison Bleue ;
- People & Baby.

Les plis contenant les offres ont été ouverts le 20 septembre 2022 à la suite de la commission.

Le candidat Léo Lagrange Centre Est a déposé deux offres : une offre de base et une variante.

Ainsi, 7 offres ont été analysées dans le cadre de cette procédure.

Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, la CDSP a rendu un avis sur les offres remises en séance du 5 décembre 2022.

Sur la base de l'avis rendu par la CDSP, le pouvoir adjudicateur a décidé d'engager les négociations avec les trois candidats suivants :

- La Mutualité Française Grand Sud ;
- La Maison Bleue ;
- Léo Lagrange Centre Est – « Offre Variante ».

Des négociations écrites et orales ont été menées.

Les trois candidats ont remis une offre finale.

Les offres finales ont été analysées sur la base des critères suivants énoncés au règlement de la consultation :

<b>Critère n° 1 : Valeur technique /140</b>
<b>Sous-critère N°1 : Qualité du service rendu à l'utilisateur / 95</b>
• La qualité du projet d'établissement /30 points
• Qualité des moyens de gestion et du personnel dédié et de son dimensionnement et le cas échéant des fonctions support mis à disposition (qualification et expérience, organigramme, références liées à la gestion du service, moyens matériels et techniques) ; /30 points
• La qualité du projet pédagogique et d'animation (activités proposées, environnement et aménagement mis en place) /20 points
• La qualité des repas proposés aux enfants en ce compris la prise en compte des PAI, allergies et intolérances /10 points
• Qualité des fournitures et consommables à destination des enfants /5 points
<b>Sous-critère N°2 : Qualité du projet technique / 25</b>
• La pertinence et qualité technique des investissements proposés pour équiper la crèche et assurer le fonctionnement du service / 15 points
• Qualité du plan d'entretien courant et du plan de gros entretien/grosses réparation/renouvellement des biens du service en ce compris le nettoyage et l'hygiène des locaux /5 points
• Qualité des modalités de suivi, de reporting et de contrôle du service par la Ville /5 points

<b>Sous-critère N°3 : Développement durable/ 20</b>
Les engagements du candidat pour inscrire l'exploitation dans une démarche de développement durable en termes de performance et d'économies d'énergie et d'insertion sociale aux vues notamment :
<ul style="list-style-type: none"> <li>De la qualité des achats (matériels et repas à destination des enfants) et de politique d'achats du candidat (développement des approvisionnements directs...)</li> <li>De la politique sociale pour les agents affectés à la gestion du service (formation, insertion sociale, pérennisation de l'emploi, politique de rémunération, prévention des risques sociaux...)</li> </ul>
<b>Critère N°2 : Intérêt économique et financier de l'offre / 60</b>
<b>Sous-critère n°1 : Le coût horaire moyen de la participation communale /30</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût horaire de la participation communale en accueil classique / 25 points</li> <li>Coût horaire de la participation communale en accueil élargi / 5 points</li> </ul>
<b>Sous-critère n°2 : Cohérence du CEP notamment des frais de structure et des charges de personnel et des résultats annuels /10</b>
<b>Sous-critère n°3 : Montant des investissements net /10</b>
<b>Sous-critère n°4 : Montant du GER /5</b>
<b>Sous-critère n°5 : Niveau des recettes en cohérence avec les hypothèses d'ouverture de l'équipement et des services et de la tarification proposées /5</b>

Il ressort de l'analyse des offres détaillées dans le rapport joint en annexe, que l'offre de la Mutualité Française Grand Sud apparait classée en première position. Il est donc proposé au Conseil municipal de retenir la Mutualité Française Grand Sud comme délégataire pour la gestion de la crèche Liselotte.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer entre la Ville et la Mutualité Française Grand Sud sont les suivantes :

- Périmètre de la délégation de service public :

La Ville met à disposition du Délégataire, à titre exclusif, les locaux de la crèche Liselotte situés 240 rue Claude Lévi-Strauss à Montpellier (quartier Port Marianne) installations, aménagements et matériels inclus dans le périmètre délégué tel qu'ils sont décrits en annexe au contrat. Le Délégataire est tenu d'utiliser les ouvrages, biens et équipements d'exploitation, conformément à la réglementation en vigueur présente et à venir, notamment en matière d'hygiène, de sécurité, de sûreté et de respect de l'environnement. L'ensemble de ces biens dits de retour reste propriété du Délégant. Le Délégataire est responsable desdits biens et a charge de les restituer, en fin de contrat, en parfait état d'entretien et en bon état de fonctionnement. Le Contrat n'accorde pas de droits réels au profit du Délégataire.

- Durée :

Le contrat est conclu pour une durée de 5 ans : à compter de sa notification et prendra fin le 31 juillet 2028. La période de préparation entre la prise d'effet du Contrat au jour de sa notification par le Délégant et son début d'exécution ne fait l'objet d'aucune rémunération.

- Prestations confiées au délégataire :

Le délégataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation de la crèche Liselotte. Cette crèche est d'une capacité de 72 places en accueil collectif.

Le Délégataire assure la gestion du service public délégué et notamment l'exercice des missions suivantes :

- Gestion et exploitation de la crèche Liselotte par l'accueil d'enfants âgés de moins de quatre ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire ;
- L'entretien et la maintenance des locaux et équipements mis à disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité ;
- Rédaction du, règlement de fonctionnement, du projet d'établissement et du projet pédagogique ;
- Livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas dans le respect des normes et du plan de maîtrise sanitaire.

Durant l'exécution du Contrat, le Délégataire est tenu d'informer la Ville de l'évolution des normes en vigueur régissant les activités déléguées, notamment en matière d'hygiène et de sécurité et de sûreté et de lui soumettre les mesures d'amélioration en cas de non-conformité. Il est tenu d'accueillir les enfants dans le respect des normes d'encadrement des enfants, de sécurité et d'hygiène en vigueur, présentes et à venir pendant toute l'exécution du contrat. Le Délégataire est entièrement responsable de l'exécution du Contrat, tant à l'égard du Délégant que des usagers, des tiers et des autorités publiques autres que le Délégant.

- Horaires d'ouverture :

Afin de répondre aux attentes des publics spécifiques rencontrant des difficultés pour trouver un mode d'accueil adapté à leurs contraintes horaires et notamment les familles monoparentales, le délégataire s'engage à ouvrir la crèche de 6h à 21h30 en modulant l'agrément de la structure de la manière suivante :

- 5 enfants de 6h à 6h30 ;
- 18 enfants de 6h30 à 7h30 ;
- 72 enfants de 7h30 à 18h30 ;
- 18 enfants de 18h30 à 19h ;
- 8 enfants de 19h à 21h30.

- Moyens de gestion et personnel dédié :

Accueil assuré par 30 professionnels (29,1 ETP) : 1 Directrice Puéricultrice, 1 Directrice Adjointe EJE, 1 infirmière puéricultrice, 2 EJE, 9 AP, 13 CAPPE ou équivalent, 2 agents d'entretien, 1 agent polyvalent cuisinier). En complément, un cuisinier sera détaché par le prestataire alimentaire.

- Crèche de garde :

Modalités de fonctionnement prévoyant l'accueil des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant la période estivale, en concertation avec la Ville.

- Projet de crèche pour répondre aux attentes spécifiques du territoire :

Engagement du délégataire à garantir la mixité sociale au sein de l'établissement par l'accueil d'un minimum de 25% d'enfants à temps partiels (durée inférieure à 4 jours par semaine) et mise en place d'une organisation pour l'accueil des enfants des familles en démarche d'insertion et/ou orientées par la Plateforme Garde d'Enfants (PGE) gérée par l'association Adages (engagement de réserver 4 places).

- Préparation des repas :

Repas préparés sur place et élaborés à partir de 85% de produits frais et 50% de produits issus de l'agriculture biologique par jour.

- Qualité des fournitures et consommables à destination des enfants :

Garantie avec 50% des produits biologiques et/ou écologiques destinés à l'hygiène et à l'entretien.

- Actions de développement durable :

Engagements concrets et quantifiables (démarche écoresponsable visant la labellisation EcoloCrèche, prestataires et fournisseurs engagés dans une démarche RSE, engagements en matière de politique sociale...).

- Modalités financières :

Participation financière de la Ville permettant d'optimiser les taux d'occupation et assise sur la fréquentation horaire des enfants selon la formule suivante :

**$P = [2,20 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées pour l'accueil en horaire classique}] + [2,02 \text{ € par heure facturée pour l'accueil en horaire élargi}]$**

- Gros entretien renouvellement (GER) :

Obligations en matière de gros entretien renouvellement des biens affermés à hauteur de 11 186 € / an pour permettre à la Ville de retrouver des équipements en bon état d'entretien à l'issue du contrat.

- Investissements :

Engagements du délégataire, hors GER, d'investir à hauteur de 169 468 €.

- Contrôle de la Ville :

Le délégataire produit chaque année le rapport annuel qui porte sur l'exécution du contrat entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Il remet également trimestriellement un rapport d'activité présenté au délégant lors de réunions trimestrielles auxquelles le délégataire est tenu de participer.

- Garantie à première demande :

Dans le délai d'un mois après la signature du Contrat, le Délégataire fournira une garantie à première demande délivrée par un établissement bancaire ou financier agréé. Cette garantie sera d'un montant de 5% des produits d'exploitation de la 1<sup>ère</sup> année tels qu'ils résultent du compte d'exploitation prévisionnel.

- Sanctions et pénalités :

Mise en place de sanctions pécuniaires et de mesures résolutives (mise en régie provisoire, résiliation) en cas de faute du Déléataire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le choix de la Mutualité Française Grand Sud en tant que titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation de la crèche Liselotte à Montpellier ;
- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public, dont l'économie générale a été rappelée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de délégation de service public ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 juin 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 14 juin 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV CDSP CANDIDATURES 20 09 22.pdf
- RAPPORT CAND COMMISSION 20 09 22.pdf
- PV CDSP OFFRES 05 12 22.pdf
- RAPPORT ANALYSE OFFRES FINALES ET CHOIX.pdf
- RAPPORT OFFRES INITIALES 05 12 22.pdf
- Annexe 1 Périmètre de l'équipement délégué - Plan crèche Liselotte.pdf
- Annexe 2 Inventaire A1 des biens affectés à la crèche Liselotte.pdf
- Projet\_de\_contrat\_DSP\_Liselotte.pdf
- Annexe 2 Inventaire A2.pdf
- Annexe 6 Plan pluriannuel de GER.pdf
- Annexe 7 Plan pluriannuel des investissements.pdf
- Annexe 8 Plan de financement des investissements.pdf
- Annexe 9 procédure d'attribution des places de la crèche Liselotte.pdf
- Annexe 10 Principe d'attribution des places - Ville.pdf
- Annexe 11 Outils de communication avec les familles.pdf
- Annexe 12 projet de règlement de fonctionnement.pdf
- Annexe 13 Projet d'établissement.pdf
- Annexe 14 Projet Educatif et projet pédagogique des établissements d'accueil du jeune enfant de la Ville de Mtp.pdf
- Annexe 15 Projet pédagogique et d'animation.pdf
- Annexe 16 Descriptif du procédé de fabrication et de délivrance des repas.pdf

- Annexe 17 Protocole de mise en sûreté des enfants et du personnel.pdf
- Annexe 18 Plan de maîtrise sanitaire Ville de Montpellier.pdf
- Annexe 19 Détail de la masse salariale et organigramme.pdf
- Annexe 20 Cadre du rapport trimestriel.pdf
- Annexe 21 Cadre du rapport annuel.pdf
- Annexe 22 Garanties à première demande.pdf
- Annexe 23 Compte d'exploitation prévisionnel détaillé.pdf
- Annexe 24 Bilan prévisionnel.pdf
- Annexe 25 Engagements en matière de développement durable.pdf
- Annexe 26 Engagements en matière d'entretien courant.pdf
- Annexe 27 Produits et consommables à destination des enfants.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230605-233527-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 14/06/23  
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.